

Questions orales

L'hon. Len Marchand (ministre d'État (environnement)): Monsieur l'Orateur, je vais vérifier les éléments de cette question. Comme le gouvernement de Terre-Neuve a fait des efforts considérables à cet égard, puisque nous n'avons pas entière juridiction sur cette entreprise, je croirais que cela répond bien à la question. Je vais certes m'informer. Mes collaborateurs m'ont dit que l'on surveille les niveaux d'émission de poussière à cette entreprise de Baie Verte, et je crois comprendre par là que nous observons la situation à mesure qu'elle évolue de jour en jour.

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, le ministre soutient à la Chambre que l'on surveille la situation à Baie Verte. Mais il doit certainement savoir que la grève à cette mine fait la manchette de tous les journaux parce qu'elle a été déclenchée à cause des niveaux d'émission de poussière excessivement élevés qui présentent un grave danger non seulement pour les travailleurs mais également pour les habitants de la ville. Si la grève se poursuit, le ministre considèrera-t-il qu'il y a situation d'urgence et y dépêchera-t-il immédiatement ses fonctionnaires?

M. Marchand: Je prendrai la chose en considération, monsieur l'Orateur. Quand la nouvelle en est devenue publique, j'ai immédiatement demandé un rapport. Dès que je l'obtiendrai, s'il faut que je prenne immédiatement des mesures, je serai heureux d'en prier mes collaborateurs.

Une voix: Dans six mois.

* * *

LA SÉCURITÉ NATIONALE**LES RAPPORTS MANQUANTS DES OPÉRATIONS DE SURVEILLANCE DE LA GRC**

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Monsieur l'Orateur, en l'absence du solliciteur général, je poserai ma question au ministre de la Justice. Elle porte sur les vingt-quatre rapports concernant les années 1971 et 1972 qui ont mystérieusement disparu. Nous savons maintenant que ces rapports étaient des résumés de documents originaux qui étaient présentés au solliciteur général pour qu'il les lise.

Étant donné que la surveillance et le cambriolage de l'APLQ ont eu lieu en 1972—le cambriolage lui-même ayant été perpétré le 6 octobre 1972—le ministre de la Justice peut-il nous assurer sans équivoque qu'aucun des documents soumis à l'attention du solliciteur général à cette époque ne se rapportait à des opérations de surveillance de personnes subversives, ou prétendument subversives, ou à la surveillance de l'Agence de presse libre pendant cette année-là?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je ne puis fournir de réponse complète à cette question parce qu'en tant que solliciteur général suppléant je n'ai pas été informé des détails de cette affaire. Si je me

souviens bien des réponses qu'a données le solliciteur général, il a clairement indiqué que les documents ayant servi à établir les résumés n'avaient pas été détruits et étaient disponibles si, effectivement, ils n'avaient pas déjà été remis à la Commission McDonald. De là à savoir si ces résumés renferment des renseignements sur le cambriolage de l'APLQ, je ne sais pas.

● (1452)

M. Leggatt: Le ministre sait bien que, quand le solliciteur général a témoigné devant la Commission McDonald, on n'a pas pu se servir des rapports manquants pour l'interroger sur ce qu'il savait. Ces rapports seraient très importants pour l'enquête. De plus, la Commission McDonald a maintenant mis au jour 419 introductions illégales, si je puis m'exprimer ainsi—introductions par effraction sans mandat serait une autre façon de le dire. Des ces incidents, 402 se sont produits en Colombie-Britannique. Comme des brefs de main-forte sont disponibles dans les cas de drogue—et il ne s'agit donc nettement pas de cas de drogue—le ministre nous dira-t-il pourquoi il a été nécessaire d'effectuer 402 introductions illégales en Colombie-Britannique en si peu de temps? Quel en était le but?

M. Basford: J'obtiendrai une réponse et je la communiquerai au député.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LA DATE PRÉVUE DU DÉPÔT DU 2^e RAPPORT SUR LES BOYCOTTAGES ÉCONOMIQUES**

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, le premier ministre dirait-il à la Chambre quand le deuxième rapport sur les boycottages économiques sera déposé? Ce deuxième rapport devait couvrir la période du 1^{er} août 1977 au 31 juillet 1978 et avait été promis pour le début de mars.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je crois que le ministre de l'Industrie et du Commerce a l'intention de le déposer bientôt.

M. Kempling: Le premier ministre nous dira-t-il quand le rapport de la Commission Bryce sur les groupements de sociétés sera déposé? Je crois qu'il a été remis au gouvernement en novembre dernier. Je suppose qu'il finira par sortir un de ces jours. Je crois savoir qu'on est en train de le préparer pour la publication.

M. Trudeau: Il est tout à fait faux, autant que je sache, de dire qu'il était prêt en novembre dernier. Je crois qu'on est en train d'y mettre la dernière main—je me souviens qu'on m'a parlé des deux premières semaines de mai, mais il faudrait que je vérifie. Mais je suis certain que la date de novembre n'est pas exacte.